



RECU DE LA DÉLINQUANCE POUR LA 9^{ème} ANNÉE CONSÉCUTIVE

Mardi 17 janvier, Claude Guéant, Ministre de l'Intérieur, a présenté le bilan de l'évolution de la sécurité dans notre pays avec pour conclusion un message clair : **en 2011 comme chaque année depuis l'arrivée de la droite au pouvoir en 2002, la délinquance globale a reculé et les Français sont mieux protégés.**

I. Notre bilan : un recul global de l'insécurité, un succès pour Nicolas Sarkozy **Pour la 9^{ème} année consécutive, la fermeté et la mobilisation de la majorité en matière de sécurité ont porté leurs fruits !**

- Avec **-0,34%** en 2011, la délinquance globale a encore baissé. Ce résultat confirme la tendance générale de l'ensemble du quinquennat de Nicolas Sarkozy : **depuis 2007, la délinquance a baissé de 7,8% ; et même de près de 17% depuis 2002 ! En 2011 nous avons eu 678 000 victimes de moins qu'en 2002.**
- Dans le détail, il faut saluer les **résultats spectaculaires obtenus en matière de :**
 - **délinquance de proximité (coups, agressions et vols) : -4,15% en 2011, soit -20% depuis 2007 et -40% depuis 2002.**
 - **atteintes aux biens : -1,74% en 2011, soit -30% depuis 2002.**
 - **atteintes violentes à l'intégrité physique : stabilisation en 2011 (+0,1%). C'est un progrès dans la mesure où un effort remarquable a été réalisé par les pouvoirs publics afin d'inciter les victimes de violences à porter plainte.**
- **En comparaison : sous Jospin entre 1997 et 2002, la délinquance générale c'est +17,7% et la délinquance de proximité c'est +9,84% !**

II. Une baisse de la délinquance due à un quinquennat de mobilisation pour la sécurité.

1/ Nicolas Sarkozy et la majorité n'ont cessé de se mobiliser pour rétablir l'autorité de la loi et lutter contre la délinquance :

- **Le rapprochement de la Police et de la Gendarmerie** afin de parvenir à la meilleure coordination opérationnelle des forces de l'ordre sur l'ensemble du territoire.
- **La vidéoprotection :** 60 000 caméras devraient être installées fin 2012 afin de permettre aux forces de l'ordre de démultiplier leur efficacité au service des Français.
- **L'instauration des peines-plancher contre les récidivistes :** 30 000 peines ont été prononcées depuis 2007, ainsi que la **création en 2008 d'une rétention de sûreté pour les criminels les plus dangereux.**
- **+ 18% de magistrats depuis 2002** afin d'améliorer l'efficacité du service public de la Justice.
- **L'introduction de jurés populaires dans les tribunaux correctionnels** afin de statuer des affaires graves de violences aux personnes.

2/ Oui notre politique de sécurité a fait ses preuves, mais nous devons encore progresser.

Il existe toujours des points sur lesquels nous allons concentrer notre action :

- +16% de cambriolages de résidences secondaires et principales en 2011 : les **forces de police et de gendarmerie ont accentué leur pression sur ces délits.**
- les violences à la personne qui ont augmenté de plus de 20% depuis 2002. C'est inacceptable mais cela reste moins que sous le gouvernement Jospin où elles avaient augmenté de 70%.

Voilà pourquoi, Claude Guéant s'est engagé à poursuivre les efforts en 2012 afin d'améliorer encore la sécurité de tous les Français, parce que la sécurité, c'est le première des libertés et le préalable au vivre-ensemble. **Quand on a peur les uns des autres, il n'y a pas de vivre-ensemble possible.**

- **La priorité : continuer à faire reculer la délinquance sous toutes ses formes,** notamment en matière d'atteintes physiques aux personnes et d'économie souterraine (stupéfiants). Ces actes traumatisent nos concitoyens et sont générateurs de délinquance !
- **Accroître la présence de la police et de la gendarmerie sur la voie publique.** La majorité ne veut pas d'un retour de la police de proximité, dont l'explosion de la délinquance sous le gouvernement Jospin a montré l'inefficacité. Il faut une police qui assume la totalité de ses fonctions, notamment la fonction répressive!
 - ⇒ Grâce à la mobilisation du gouvernement et le recours aux heures supplémentaires, c'est **4000 fonctionnaires de police et militaires de la gendarmerie supplémentaires qui ont été déployés sur le terrain au premier trimestre 2011**
- **Renforcer la lutte contre les incivilités qui perturbent la vie de nos concitoyens.**

III. Le projet de l'UMP : renforcer l'application de peines et lutter contre la délinquance des mineurs

- **L'application des peines : les forces de police arrêtent les délinquants, mais la machine judiciaire et carcérale trop complexe et sous dimensionnée** (il manque 20 000 places de prison) **n'arrive pas à suivre.** Résultat, plus de 80 000 peines de prison ferme ne sont pas exécutées, cela renforce un sentiment d'impunité qui encourage la délinquance. Un délinquant condamné à une peine de prison doit exécuter intégralement sa peine, **la sanction, c'est la 1^{ère} des préventions.** L'UMP propose donc :
 - **Un programme de construction de 20 000 places supplémentaires de prison pour la période 2012-2017.** Cela doit devenir une priorité budgétaire.
 - Le transfert de **la responsabilité de l'exécution des peines au Parquet.** Le juge d'application des peines doit se concentrer sur le suivi des détenus.
 - **Un renforcement de l'arsenal contre la récidive. Abaissons le seuil de la rétention de sûreté pour les condamnés à 10 ans de prison** contre 15 ans aujourd'hui. Un coupable d'une agression sexuelle (délit) qui commet un viol (crime) n'est pas légalement un récidiviste, mais un réitérant. Il serait conforme à la justice **que les réitérants se voient appliquer des peines-plancher comme les récidivistes.**
 - **La suppression des réductions de peines systématiques ainsi que les aménagements automatiques pour les peines de moins de 2 ans.** Nous interdirons la libération conditionnelle tant que les 2/3 de la peine ne sont pas purgés.

- **La délinquance des mineurs : 1 acte de violence sur 5 est commis par un mineur, le nombre de mineurs mis en cause a augmenté de 118% entre 1990 et 2009.** Le mineur délinquant de 2011, ce n'est plus le mineur délinquant de 1945. Les délinquants sont de plus en plus jeunes, de plus en plus violents. **Nos réponses :**
 - **Un code pénal spécifique pour les mineurs pour adapter la justice et lutter contre le sentiment d'impunité.**
 - Aujourd'hui, le juge des enfants est à la fois chargé de protéger les mineurs et de les sanctionner. Nous voulons séparer ces deux fonctions pour mieux protéger les mineurs victimes, sanctionner plus fermement les mineurs délinquants et raccourcir le délai entre le délit et la sanction.
 - **Un placement des mineurs les plus durs en «Evide»** et le développement des centres éducatifs fermés qui ont fait leurs preuves. Nous généraliserons le service citoyen pour les délinquants récidivistes pour les placer dans un cadre structurant où les repères sont clairement fixés.

IV. Face à la détermination de Nicolas Sarkozy et de la majorité en matière de sécurité, au PS, c'est laxisme et idéologie à tous les étages...

François Hollande et ses amis du PS veulent :

- **Soumettre les contrôles de police à une procédure de justification de la part du policier:** ce sont bientôt les policiers qui vont devoir présenter leurs papiers avant un contrôle d'identité...
- **Revenir à la police de proximité, réduire la vidéoprotection et désarmer la police municipale :** comme s'il était raisonnable de croire que la police municipale allait pouvoir s'attaquer aux délinquants à mains nues.
- **Pénaliser les villes qui ont des polices municipales :** Jean-Jacques Urvoas, soutien de François Hollande, et « Monsieur Sécurité » du PS a écrit dans un rapport sur la sécurité pour Terra Nova, publié le 2 novembre 2011, qu'il faut « **instaurer un mécanisme de taxation incitant à limiter le développement des polices municipales au-delà d'un seuil (calculé en nombre d'agents de police municipale par habitant).** » C'est non seulement **une atteinte au principe de libre administration des collectivités, mais aussi une absurdité totale** que de vouloir empêcher les municipalités qui le souhaitent de prendre les moyens nécessaires pour assurer la sécurité de leurs habitants.
- **Supprimer les peines-plancher et la rétention de sûreté.** Comment expliquer cette proposition aux victimes de récidivistes ?
- **Vider les prisons.** Mme Lebranchu, ancienne Garde des Sceaux de Lionel Jospin, a dit qu'il fallait supprimer des places de prison, pour passer de 60 000 à 43 000 places, alors que nous manquons déjà aujourd'hui de 20 000 places de prison !
- **Dépénaliser le cannabis** pour draguer l'électorat Vert alors qu'on sait que cela ne peut qu'aggraver les trafics et les risques de santé publique.

⇒ **En 2012, le choix de la sécurité, c'est le choix de l'UMP.**